

ÉCOLOGIE ET CRISE ENVIRONNEMENTALE



**UNION DE LA JEUNESSE
COMMUNISTE**



UNIONJC.FR



#UNIONJC



@UNION_JC

TABLE DES MATIÈRES

PAGE 4 :
INTRODUCTION

PAGE 7 :
ÉCOLOGIE ET IMPÉRIALISME

PAGE 15 :
**ÉCOLOGIE POLITIQUE DOMINANTE, CAPITALISME VERT,
"TRANSITION ÉCOLOGIQUE"**

PAGE 27 :
ÉCOLOGIE RÉACTIONNAIRE

PAGE 31 :
RADICALITÉS ÉCOLOGISTES

PAGE 34 :
SOCIALISME, PLANIFICATION, ÉCOLOGIE

PAGE 38 :
CONCLUSION

INTRODUCTION

La question environnementale occupe de plus en plus de place dans l'espace public. La prise de conscience du problème et sa médiatisation ont joué, depuis les années 1980, un rôle significatif en matière d'écologie. Pourtant, cette question ne fait pas consensus et c'est un véritable embrouillamini qui règne partout, particulièrement dans le champ politique. Si les scientifiques s'accordent largement sur le lien entre le réchauffement climatique et les activités humaines (hypothèse avec un gage de confiance supérieur à 99%), le rôle des médias bourgeois et des hommes politiques se réclamant de l'écologie laissent une place au doute. Il n'empêche, cette question environnementale ne peut pas être évacuée par les communistes, puisqu'il s'agit avant tout d'une question sociale.

Pour cela, il est essentiel de revenir à une définition précise et matérialiste de l'environnement : il n'est pas un simple support pour les sociétés humaines, mais un ensemble formé par ces mêmes sociétés et par une base matérielle inexactement nommée « milieu naturel ». Ces deux « contenants » de l'environnement sont en mouvement permanent, animés de relations réciproques mesurables de manière quantitative et qualitative. Ainsi, lorsque l'on s'attache à aborder l'environnement par le biais de la disparition d'espèces, la pollution de l'air, la dégradation des sols cultivables, la montée des eaux, etc., on ne peut pas les dissocier des sociétés humaines. Par exemple, une « catastrophe naturelle » n'a rien de « naturel » puisqu'elle s'insère dans un système environnemental et il s'agit précisément de s'intéresser à son lien avec les sociétés humaines (origines, impact, frein, solutions).

Ceci permet donc d'évacuer les tentations idéalistes qui promeuvent une opposition éternelle entre « nature » et « culture » et qui ont un impact dans le discours politique[1]. La « nature » n'existe donc pas en soi et il s'agit d'adopter une vision dialectique de l'environnement, pour saisir toute la portée sociale de la crise environnementale.

En conséquence, la méthode matérialiste dialectique nous permet d'une part de comprendre que rien n'est éternel, que tout bouge, que l'état actuel des choses n'est pas une fatalité, d'autre part que d'une situation matérielle précise émerge une pensée qui peut être déterminante pour le changement de la si-

[1] Cf. 3. Écologie réactionnaire.

tuation matérielle. Ces postulats pour notre démonstration nous permettent ainsi de mettre en évidence le fait qu'il nous appartient de changer le cours des choses.

Ainsi, la crise environnementale est un problème social et politique. Contrairement à celles et ceux qui affirment qu'il ne s'agit que d'un problème de mode de consommation et de mode de vie en général, les communistes affirment que le système capitaliste-impérialiste[2] est le seul responsable de cette crise. Il ne s'agit pas alors d'attendre une résolution du problème par la science et l'auto-régulation de la société – position propre aux libéraux dans la lignée historique du Marquis de Condorcet – ou de militer pour une limitation du réchauffement climatique et en faveur du climat. Il s'agit précisément de s'organiser et de se mobiliser pour construire une société qui comprendra les enjeux environnementaux comme des enjeux de classe : la bourgeoisie détruit l'environnement en toute impunité au nom de ses profits et de l'accumulation de capital, en conséquence de quoi le « milieu naturel » s'en trouve dégradé au même titre que les conditions de vie des travailleurs et des travailleuses[3].

La dépolitisation croissante et massive, qui s'opère depuis les années 1980 avec la mondialisation libérale, le poids croissant des ONG et la défaite des organisations et pays ouvriers, a un rôle à jouer dans l'embrouillamini général en matière environnementale. Il en va de même concernant la tentative de récupération des bourgeois, qui se recomposent à l'aune de nécessités économiques (marchés) et idéologiques. Ainsi dans cette crise environnementale, il est tout à fait possible que la classe bourgeoise se renforce. Elle commence dès à présent avec son mythe du « capitalisme vert », véritable opération idéologique pour maintenir son système économique et social meurtrier, tout en masquant les rapports sociaux de production.

S'opère ainsi un double mouvement contradictoire, avec un catastrophisme omniprésent et une banalisation marchande de la crise environnementale, qui ne sont que le reflet d'une recomposition du capitalisme-impérialisme, afin de répondre à des logiques de marché. Déjà en 1971, le géographe marxiste Pierre George affirmait qu'« en économie de marché, si l'on veut défendre l'environnement, il faut le changer en marchandise »[4], ce qui permet de mesurer toute la capacité du capitalisme à s'adapter pour maintenir ses taux de profit.

Il est donc essentiel et vital pour la lutte de considérer la crise environnementale comme un acte de classe. Rien ne peut transcender la division de

[2] Cette formulation pour rappeler que le capitalisme et l'impérialisme sont la même chose.

[3] On retrouve cette dialectique entre les deux « contenants » de l'environnement, l'un n'allant pas sans l'autre.

[4] Citation de Pierre George dans Sylvie Brunel, *Le développement durable*, PUF, 2012, page 69.

la société en classes, cette problématique en particulier avec la responsabilité des bourgeois quant au mode de production en vigueur et au mode de consommation imposé à l'ensemble des individus. Par conséquent, on ne peut pas s'extraire de la société de classe en adoptant une troisième voie : soit on lutte pour les intérêts de la bourgeoisie (consciemment ou inconsciemment, subjectivement ou objectivement), soit on lutte pour ceux du prolétariat – le peuple-travailleur.

Nous adoptons donc ici un positionnement anti-relativiste : nous considérons que toutes les idées et tous les modes d'action ne se valent pas. En effet, pour changer le monde (la matière) et mettre fin à la crise environnementale, il faut mener une bataille des idées (idéologique). Cette bataille est en lien permanent avec le réel, ce qui existe et ce qui bouge. L'exemple de l'impérialisme nous montre que certains discours s'écartent du réel, sont en déphasage, ce qui contribue à des actions inefficaces ou contre-productives (qui renforcent le capitalisme destructeur de l'environnement). L'objectif est non pas d'affirmer une vérité universelle qui résoudrait les problèmes instantanément, mais d'utiliser une méthode scientifique pour l'action, pour être au plus proche du réel pour le changer et le transformer.

1. ÉCOLOGIE ET IMPÉRIALISME

a) La cause de la crise environnementale : capitalisme-impérialisme, marchandise, ressources

La cause de la crise environnementale n'est pas due à l'activité humaine en général, pas plus qu'elle n'est due à un Homme « irrationnel » et « destructeur de la nature ». L'histoire nous permet d'analyser les évolutions des sociétés humaines et de dire que l'activité humaine n'est pas à considérer en soi. Le problème qui se pose actuellement est celui d'une crise environnementale, causée par une organisation sociale spécifique et déterminée dans l'histoire de l'humanité. Autrement dit, nous vivons sous un régime économique et social qui est la cause de la crise environnementale, détruit les écosystèmes et menace notre avenir à toutes et tous. Il s'agit d'un système mondialisé qui porte le nom de système capitaliste.

Le capitalisme est fondamentalement anti-écologique. En effet, il s'agit d'un régime économique et social fondé sur la propriété privée : la classe sociale bourgeoise possède les moyens de production et d'échange. Cette classe sociale cherche à réaliser des profits, afin de répondre à la dynamique propre du capital de reproduction par l'accumulation[5.] Par conséquent, tout le processus de production puis de circulation des marchandises est orienté dans ce seul but. Une marchandise est produite et vendue uniquement dans cette perspective. Il s'agit donc pour les bourgeois de produire et de vendre toujours plus de marchandises pour accumuler toujours plus de capital. Certaines marchandises (biens ou services) existent ainsi pour répondre à cet objectif, sans qu'elles soient nécessairement vitales – c'est-à-dire sans que le besoin de posséder et d'utiliser une telle marchandise existe au préalable. L'exemple des smartphones est significatif : de nouveaux modèles sont produits sans qu'il n'y ait d'innovation majeure pour remplacer les anciens modèles. Le recours aux campagnes de marketing et à une publicité massive sert alors à rendre les an-

[5] On écartera donc l'accusation morale des bourgeois à être simplement « égoïstes » ou « injustes », l'état d'esprit n'étant pas une variable explicative pour une analyse et une politique révolutionnaires. Au contraire, l'analyse matérialiste d'une société montre que sa structure repose sur des rapports de production : les individus et groupes sociaux y occupent une place particulière et de là découlent des modes de pensée, des visions et des représentations du monde qui leur sont propres en fonction de leur positionnement social

ciens modèles obsolètes, pour ainsi précipiter les foules devant les magasins en ayant créé un besoin artificiel. Il en va de même pour l'exemple de l'obsolescence programmée ou de la production de biens de mauvaise qualité, procédés qui permettent l'écoulement de marchandises et la génération de profits.

Avec le système capitaliste, la pression sur l'environnement est croissante à mesure que le capital s'accumule. Obnubilés par la recherche de profits et répondant à la nécessaire reproduction et accumulation du capital, les bourgeois exploitent les ressources « naturelles » dans des conditions qui menacent la viabilité de l'environnement, cela en toute impunité puisqu'ils sont en mesure de payer les taxes écologiques, qui ne sont que d'infimes amendes comparés à leurs ressources financières.

S'il fut un facteur objectif de progrès[6] durant une période déterminée de l'histoire, ce système est en dépérissement inévitable et nettement visible depuis plus d'un siècle. Il est devenu obsolète et dangereux pour l'humanité entière. Avec la formation des monopoles capitalistes et les évolutions des forces productives, le régime capitaliste connaît en permanence une surproduction de marchandises et des contradictions qui débouchent sur des crises. Ces dernières sont systémiques, c'est-à-dire qu'elles sont de plus en plus rapprochées et de plus en plus fortes ; aucune solution endogène ne peut donner une stabilité au système entier. On dit alors que le capitalisme est arrivé à son stade suprême, le stade impérialiste. Avec la surproduction et les crises, le gaspillage, les destructions de stocks de marchandises et les guerres sont des faits récurrents du capitalisme-impérialisme, instable par essence.

Le XXe siècle est le siècle du développement et de l'affirmation du capitalisme-impérialisme. Les deux guerres mondiales sont le produit des contradictions de ce système qui est devenu une menace pour l'humanité entière. Ces guerres ont permis la consécration des États-Unis d'Amérique comme superpuissance impérialiste, premier pollueur mondial en toute impunité. En 1950, le Royaume-Uni (ancien leader économique mondial et berceau du capitalisme) et les États-Unis sont à l'origine de 65% des émissions de CO₂ cumulées dans le monde, puis 50% en 1980[7]. Pour cause, la demande en énergies des besoins militaires dans un contexte de guerre froide et les besoins croissants d'accu-

[6] Objectif dans le sens où des progrès ont été réalisés dans de nombreux domaines, à l'instar de la médecine, des transports, des moyens de communication, etc. Toutefois, d'un point de vue subjectif, le système capitaliste est par essence inégalitaire et le progrès ne profite pas à toutes et tous.

[7] En sachant que les émissions ont augmenté de manière générale sur la période jusqu'à aujourd'hui, cette proportion de 50% constitue en réalité une plus forte valeur absolue.

Source des chiffres : *La longue marche de la crise écologique*, Manuel d'histoire critique, « Le Monde Diplomatique », hors-série, pp.176-177.

mulation de capital consacrent le passage énergétique du charbon au pétrole et au nucléaire. Mais la logique marchande imposée par le capitalisme-impérialisme ne permet pas une réponse globale des besoins des populations, elle a pour objectif la recherche de profits et l'accumulation de capital, à l'avantage d'une seule minorité d'individus propriétaires : les bourgeois.

La domination énergétique croissante du pétrole au XXe siècle a permis une anthropisation massive de l'espace terrestre, avec le développement des secteurs automobile et aérien, aujourd'hui encore secteurs concurrentiels et générateurs de profits considérables pour la bourgeoisie. Tout l'espace terrestre est ainsi accessible, approprié ou sous influence indirecte de l'écoumène globalisé : aucun espace n'échappe au capitalisme-impérialisme, il n'existe plus aucun lieu inconnu et non valorisé. Ce progrès objectif considérable a certes permis une meilleure connaissance du monde et son appropriation, mais il n'a pas permis un développement harmonieux de l'ensemble des sociétés. Les inégalités s'accroissent, d'autant plus que la pression sur l'environnement avec des conditions souvent désastreuses. Tant que la logique capitaliste-impérialiste prime, cette appropriation de l'espace terrestre n'est pas sans conséquences sur l'environnement. L'exploitation et l'utilisation massive du pétrole ont opéré une motorisation croissante des sociétés. Cette dernière a engendré un étalement urbain et une atomisation de la classe ouvrière dans l'espace : la périurbanisation a sapé les bases territoriales de la classe ouvrière, tout en insufflant une dynamique nouvelle dans l'économie capitaliste. En effet, à mesure qu'on rejette les travailleurs et les travailleuses dans les périphéries des villes-centres, on accentue la dépendance à l'automobile. Les mobilités pendulaires deviennent le quotidien de la majorité des habitants des espaces périurbains, où règne l'automobile et les routes mais aussi les maisons pavillonnaires et la conscience de petit propriétaire. Cet étalement urbain fut un choix doublement conscient des élites : accumuler des profits dans différents secteurs (automobile, énergies, bâtiment, télécommunications) et détruire une conscience de classe fortement liée à la concentration géographique des travailleurs et des travailleuses. Cette tendance est à mettre en lien avec la déconcentration géographique des centres de production. D'autre part, cette motorisation des sociétés a permis une disciplinarisation des travailleurs et des travailleuses par le crédit, qui instille la peur et la docilité parmi ces derniers et opère ainsi une fragmentation de la conscience politique. Mais la pression environnementale s'accroît avec l'étalement urbain, qui accentue les mobilités pendulaires et l'artificialisation des sols.

Concernant le nucléaire, les besoins militaires ont impulsé le développement de ce secteur énergétique. La Seconde Guerre mondiale a montré les effets de l'utilisation belliqueuse de cette énergie et l'armement actuel des puissances impérialistes constitue une menace permanente pour la paix internationale et pour les peuples-travailleurs. Dans le secteur civil, le nucléaire est

du pain béni pour les capitalistes, dans la mesure où la fourniture en électricité issue de cette énergie permet des exportations. En France, le lobby nucléaire est puissant et son imbrication dans l'appareil de l'État lui permet d'assurer une primauté du nucléaire dans la fourniture en électricité. L'allongement du délai de fermeture ou de remplacement d'anciennes centrales est le fait de ce lobby, malgré tous les risques soulevés par ces décisions : la sûreté des travailleurs et des travailleuses passe après la question des profits, règle d'or du système capitaliste-impérialiste. D'autre part, l'uranium fait l'objet de convoitises impérialistes, l'État français n'a pas hésité à protéger ses intérêts énergétiques dans des pays africains par l'intermédiaire d'interventions militaires et maintient actuellement des forces en présence dans certains théâtres « sensibles ». Cela pose la question de la souveraineté d'États et de peuples mais aussi la question de la paix, dans une période historique où les rivalités s'accroissent entre les puissances impérialistes.

Le nucléaire en régime capitaliste-impérialiste, ne sert donc pas les intérêts des peuples-travailleurs, de la classe ouvrière et de sa jeunesse, mais bien ceux d'une minorité qu'est la bourgeoisie. Il en va de même pour le pétrole. Le fait que la gestion de ces ressources et des processus de leur exploitation soit aux mains d'une classe sociale déterminée à engendrer des profits, est incompatible avec les enjeux environnementaux. L'émission de particules fines, l'affaiblissement de la couche d'ozone, la pollution et la dégradation de la qualité de l'air sont des conséquences de la motorisation de la société, tandis que le nucléaire constitue une menace pour la paix et la vie sur terre, mais aussi en terme d'accidents industriels.

Le capitalisme-impérialisme, c'est aussi le régime d'une exploitation agricole intensive avec l'usage de produits chimiques. On parle d'agrochimie pour désigner ce processus de production agricole qui emploie massivement des intrants (engrais, amendements, produits phytosanitaires, etc.) et des pesticides. Selon l'agrochimie, le sol est une usine à laquelle il faut y ajouter des engrais. C'est tout un processus industriel qui profite aux monopoles de l'agroalimentaire (Danone, Lactalis, Unilever, Nestlé) et de l'agrochimie (Bayer, Monsanto, Syngenta), entraînant une destruction progressive des sols. Pour cause : la recherche de profit et une vision court-termiste qui s'est imposée tout au long du XXe siècle, particulièrement après la Seconde Guerre mondiale. Produire plus sans prendre en compte des capacités des sols sur le long terme, tel est le credo du capitalisme-impérialisme en matière d'agroalimentaire. Déjà au XIXe siècle, Karl Marx analysait la rupture métabolique entre les sociétés et la « nature » : l'âge industriel capitaliste se caractérise par la concentration des terres entre les mains d'une poignée de propriétaires et par la concentration des populations dans les villes, période qui a pour corollaire une demande croissante de biens agricoles. Cette demande est palliée par une exploitation intensive

des sols, qui débouche sur un appauvrissement des sols lui-même compensé par une importation massive d'engrais. Cette situation se retrouve aujourd'hui avec l'agrobusiness qui domine l'ensemble du secteur agricole (de la moyenne à la plus petite exploitation agricole), impose ses règles et détruit l'environnement en toute impunité.

b) L'impérialisme et la guerre : un grand absent dans la critique environnementale

Si les questions classiques de protection de la « nature » et de taxation des grandes entreprises font partie des programmes des organisations écologistes ou sensibilisées à l'écologie en général, les critiques envers l'impérialisme sont absentes. Lorsque Yannick Jadot (Europe Écologie Les Verts – EELV) déclare « l'écologie que je porte, elle combat le capitalisme financier »[8], il reste dans un flou général, dans le même temps qu'il se prononce pour imposer un rapport de force à la Russie car Vladimir Poutine « enferme des démocrates »[9] – cela sans prendre en compte l'impérialisme français, comme un bon affabulateur qu'il est. S'il parle d'une sortie de l'OTAN en faveur d'une politique de défense européenne, Jadot révèle alors toute la profondeur qu'un social-démocrate peut avoir sur la question de l'impérialisme contemporain : des verbiages électoralistes pour finalement tolérer l'impérialisme, et donc le capitalisme.

Des plus grosses organisations écologistes que nous pouvons recenser en France, aucune ne fait une critique ouverte du capitalisme. Dans le programme et les revendications de l'organisation Extinction Rebellion, le mot « capitalisme » ne présente aucune occurrence. Il en va de même pour EELV et les Jeunes Écologistes, pourtant présentés comme avant-garde politique de l'écologie en France qui est en troisième place aux élections européennes de mai 2019. Encore faut-il mesurer la valeur et la qualité d'une telle occurrence dans certains programmes et publications d'organisations écologistes, pour constater que « capitalisme » n'a qu'une valeur descriptive et non critique pour proposer un dépassement. Or il est aujourd'hui impossible de critiquer le capitalisme en omettant la question de l'impérialisme, de la même manière que tolérer en partie l'impérialisme c'est tolérer le capitalisme : il s'agit de la même chose, le capitalisme-impérialisme est un système mondialisé qui menace

[8] https://www.francetvinfo.fr/politique/yannick-jadot/yannick-jadot-eelv-l-ecologie-que-je-porte-elle-combat-le-capitalisme-financier_3451605.html

[9] « Yannick Jadot, Corinne Morel-Darleux: le débat » : <https://www.youtube.com/watch?v=l-F6W3YORJg>

l'avenir de l'humanité, détruit l'environnement et couve une guerre généralisée – tout cela pour le partage des marchés, pour les profits et pour les intérêts de la seule classe bourgeoise.

Le capitalisme-impérialisme peut se caractériser de la sorte :

1. Le capitalisme, c'est le libre-marché et la loi du profit. Il est donc impossible de trouver un compromis avec les questions environnementales dans ce cadre, dans la mesure où la production de marchandise n'est pas régulée en fonction des besoins des individus, mais dans la perspective de générer un profit. De là découlent : l'anarchie de la production, avec des monopoles qui produisent chacun pour couvrir un marché déterminé, débouchant ainsi sur une situation de surproduction et de stocks de marchandises qui ne sont jamais entièrement écoulés, ce qui entraîne un gaspillage alors que la production pourrait largement satisfaire les besoins de l'humanité ; une consommation de masse, avec une publicité à outrance qui incite les individus à consommer toujours plus, cela dans une logique de générer des profits par l'écoulement des marchandises ; la destruction de la production par la guerre lorsque l'écoulement par le marché ne peut plus s'opérer en temps de forte crise ; une pression croissante sur des ressources limitées, avec des conditions d'extraction et de traitement écologiquement peu voire non viables ; des inégalités de classe avec pour conséquence une inégalité d'accès aux produits écologiques.

2. L'impérialisme, c'est la concentration croissante des richesses entre les mains d'une poignée d'individus. Cette même minorité s'arroge les droits de polluer en toute impunité : pressions par des lobbys et, dans un cas moins favorable mais non le pire, paiement de taxes écologiques dont le montant est ridicule par rapport aux profits dégagés par les monopoles. De plus, l'impérialisme, c'est la guerre. La concentration des richesses et la concurrence entre les monopoles débouchent sur une lutte pour l'accès aux ressources, aux marchés et aux réseaux de communication et d'échange. Il est donc inconcevable de concilier environnement et impérialisme : jusqu'à preuve du contraire, les armes et les bombes ne sont pas écologiques. L'accroissement du budget militaire en France, avec pour perspective 2% du PIB d'ici 2025, est en contradiction évidente avec la question environnementale.

3. L'impérialisme, c'est la loi de l'inégal développement dans le monde. L'existence de pays dans une situation de faible développement est le fait d'un système mondialisé où se maintient une hégémonie des puissances occidentales. C'est aussi le fruit de l'histoire des XIXe et XXe siècles, où le colonialisme a accentué les différences de développement entre les sociétés, via un système de domination économique, sociale et politique. La position de marge dans la

question écologique de certains pays est due à ces éléments, l'accès aux facteurs qui favorisent une politique environnementale étant souvent compromis par les inégalités de développement. Aussi, les impérialistes occidentaux n'hésitent pas à brandir la carte de l'écologie pour reprocher aux pays en situation de « rattrapage » leur fort développement et ainsi maintenir le système impérialiste dans leur sens (ne pas compromettre leur accumulation de capital en limitant la concurrence). Le système impérialiste mondial, avec ses différences d'intégration à différents échelons, est donc anti-écologique et anti-populaire.

4. Si les gouvernements bourgeois et les monopoles semblent faire des efforts sur la « transition écologique », cela ne s'opère que dans les apparences et dans une logique de marché. Combien est-il bon pour eux de faire des profits sur la conscience écologique des individus et de détourner cette dernière afin d'en épurer tout contenu éminemment politique, de la réduire à une conscience individualiste fondée sur la consommation et non sur la remise en question du système capitaliste ? Les dernières années nous offrent un panorama intéressant pour observer les nouvelles stratégies de marché des monopoles.

Soulignons que la France a un rôle significatif à jouer dans le système impérialiste mondial. Deuxième exportatrice d'armes, la France est un des plus vieux impérialismes avec les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne, et elle compte aujourd'hui rattraper son retard occasionné par les luttes sociales au XXe siècle. Pour cela, le secteur de l'armement français est fondamental : il représente dix monopoles, 4000 PME dont 350 stratégiques, 200.000 emplois et 15 milliards d'euros de chiffre d'affaire par an en moyenne, d'après le site du gouvernement[10]. Selon la même source, « les prises de commande des industries de défense françaises à l'export s'élèvent à 9 milliards d'euros en 2018, l'un des meilleurs chiffres de ces vingt dernières années »[11]. En 2017, le président François Hollande a autorisé la vente d'armes à l'Arabie Saoudite pour un total de 455 millions d'euros[12] et différents contrats de vente de Rafale peuvent aussi être rappelés. Tout ce business est du pain béni pour les monopoles capitalistes, tels que Dassault et Airbus. Il est toutefois doublement nocif pour l'environnement : d'une part la production d'armes n'est pas sans conséquence sur l'environnement, du fait de l'émission de gaz à effet de serre et d'exploitation de ressources limitées dans des conditions douteuses, d'autre part

[10] <https://www.defense.gouv.fr/dga/industrie2/industrie>

[11] <https://www.defense.gouv.fr/actualites/articles/exportations-d-armement-le-rapport-au-parlement-2019>

[12] https://www.lepoint.fr/editos-du-point/jean-guisnel/armement-la-france-supermarche-de-l-arabie-saoudite-20-03-2017-2113291_53.php

les opérations militaires et la guerre ne sont pas écologiques, jusqu'à preuve du contraire ! Alors comment est-il possible de parler d'écologie quand on tolère les politiques impérialistes et le système capitaliste-impérialiste qui crée ces conditions meurtrières pour l'environnement ?

Pour résumer : capitalisme-impérialisme et écologie sont incompatibles, le premier prenant nécessairement le pas sur l'environnement pour la recherche de profits et pour l'accumulation de capital. Le système capitaliste, c'est un système économique et social orienté pour les intérêts d'une minorité d'individus, la classe sociale bourgeoise. La recherche de profits, la concurrence pour le partage des marchés, la concentration des richesses et l'inégal développement sont des processus intrinsèques à ce système et débouchent sur des situations d'exploitation féroce de l'environnement et sur des guerres, menaçant ainsi l'avenir de l'humanité entière.

Le capitalisme-impérialisme est donc un système meurtrier et obsolète, il est amené à être dépassé. L'histoire nous montre que des régimes économiques et sociaux ont pu être dépassés, puisqu'ils ne répondaient pas aux besoins de l'ensemble des individus et empêchaient le développement de la société. Nous sommes dans une situation où le système capitaliste ne répond pas aux besoins des peuples-travailleurs et de leurs jeunesse, il n'est donc en rien légitime et il doit être renversé. C'est une question d'avenir.

Chaque barrière existe parce qu'elle finit par être dépassée. Le capitalisme-impérialisme n'est pas le stade ultime de l'humanité, bien au contraire. Il est donc temps de se demander quel autre système permettra de considérer et de répondre à nos besoins – l'environnement en fait largement partie puisqu'il est l'ensemble social et matériel formé par la société et les « milieux » en interaction – de construire une société viable pour ceux qui produisent les richesses, c'est-à-dire les peuples-travailleurs. La question reste de savoir comment construire une telle société, d'où la nécessité d'analyser les différents programmes, discours et cadres pratiques qui se présentent à nous lorsque aborde la question de l'environnement.

2. ÉCOLOGIE POLITIQUE DOMINANTE, CAPITALISME VERT, " TRANSITION ÉCOLOGIQUE "

Nous avons en partie abordé la question de l'écologie politique dominante au travers de la question de l'impérialisme. Il est inconcevable de séparer ces deux questions, puisque l'impérialisme est le système qui encadre l'ensemble des processus économiques, sociaux et environnementaux d'une manière mondialisée et les place dans un contexte de crise systémique. Le fait de séparer ces deux questions relève soit d'une malhonnêteté qui sert les intérêts du système capitaliste et de la classe bourgeoise, soit d'une conception idéaliste du monde.

L'ensemble des domaines de la société est influencé par les rapports sociaux de production, qui sont régis par le capitalisme-impérialisme. Par exemple, la production des marchandises est orientée vers la génération de profits et l'accumulation de capitaux, plutôt que vers la satisfaction des besoins des individus. Cela a pour conséquence la tendance à produire plus et à faire travailler plus les ouvriers, sans augmenter le salaire (prix de la force de travail), ce qui équivaut à une baisse relative du salaire et donc une hausse du profit des capitalistes. Cette production croissante a un poids sur l'environnement : exploitation massive des ressources, destruction de la biosphère et des écosystèmes, dégradation des conditions de vie des travailleurs et des travailleuses. Les rapports sociaux qui en découlent, du fait du salariat et du caractère glouton des bourgeois, reposent sur une domination économique, sociale et politique à l'égard des ouvriers.

De tels rapports animent les luttes sociales à tous les échelons, de l'entreprise locale à la scène nationale, puisque des contradictions s'observent entre deux classes antagoniques : la classe ouvrière et la classe bourgeoise. De tels rapports ne peuvent pas être esquivés lorsque l'on parle d'environnement, puisque la société entière en fait partie ; c'est bien le système capitaliste-impérialiste qui est la cause de la crise environnementale et qui perpétue la domination de la classe bourgeoise sur le peuple-travailleur. Le fait est que ceux qui souffrent en premier de cette crise environnementale sont les travailleurs et les travailleuses, les bourgeois ont toujours les moyens de se payer le luxe d'un air meilleur et d'une santé de pointe contre les cancers et autres maladies. La

crise environnementale c'est donc une affaire de classe, les rapports sociaux de production du régime capitaliste ne peuvent donc pas être esquivés.

Force est toutefois d'admettre que l'écologie politique dominante s'emploie aujourd'hui à cacher ces rapports de production : « il faut transcender les clivages gauche-droite », « tout le monde est concerné », « il faut faire des sacrifices pour le climat / l'environnement », « exigeons des gouvernements une action concrète », « changeons notre mode de consommation », « passons au vert », etc. etc. On ne parle pas des luttes de classes, des luttes pour l'émancipation des femmes et celles contre le racisme, dans la mesure où elles ne sont pas considérées comme étant une priorité. Car « la priorité, c'est le climat ». Cette focalisation implique différents facteurs : l'influence du système capitaliste-impérialiste sur les modes de pensée, la composante sociale des mouvements écologistes qui émettent de tels discours ; des choix conscients pour consolider une « écologie de garde » et pour ne rien changer (sinon la structure électorale) ; une recomposition du capitalisme pour saisir de nouvelles parts de marchés et produire de nouveaux biens ; un individualisme structurant en lien avec un moralisme bourgeois.

Considérant cette écologie politique dominante sous ses différents aspects, il convient d'en émettre une critique pour l'action politique.

a) Réformer le capitalisme ? L'écologie de garde sociale-démocrate

Comment être un bon écologiste en 2019 ? Prenez l'étiquette « vert », parlez de « nature » ou d'environnement, de « dépassement des clivages gauche-droite » et d'Europe, démissionnez du gouvernement pour sauver votre image. Pratique bien connue de Nicolas Hulot, que la seule présence d'un lobbyiste de la chasse l'a poussé à sortir du gouvernement Macron, contrairement à la politique autoritaire et réactionnaire contre les travailleurs et les travailleuses ou celle de l'impérialisme français dans le monde – au passage, les bombardements en Syrie, les ventes d'armes à l'Arabie Saoudite, la présence militaire française au Mali, au Burkina Faso, au Niger et au Tchad. Ce cas de figure – qui n'est pas le propre de personnalités politiques mais de tout un vaste courant écologiste social-démocrate, avec des pratiques politiques électoralistes et opportunistes – met bien en lumière une écologie politique dominante qui masque les questions sociales.

Quand on parle d'environnement dans le champ de l'écologie politique dominante, on ne parle pas d'exploitation des travailleurs et des travailleuses qui est pourtant à la source des problèmes environnementaux. Rappelons-le : la crise environnementale est due à la recherche frénétique de profits pour l'accumulation de capital, qui s'opère sur le dos du peuple-travailleur, seul

et véritable créateur de richesses. Les vrais pollueurs sont les bourgeois qui maintiennent un système économique et social qui détruit l'environnement, pour leurs intérêts de classe, pour leurs profits. Consommer « bio », préférer les « mobilités douces », taxer les grandes entreprises, installer une taxe carbone, passer aux énergies « vertes » ou créer des « éco-quartiers » sont des sujets qui occultent les problématiques sociales systémiques. Ils ne permettent aucunement de dépasser le capitalisme-impérialisme et la division de la société en classes sociales. Ce sont au contraire des sujets de prédilection de la bourgeoisie, d'une part pour se repositionner et insuffler une nouvelle dynamique au capitalisme-impérialisme, d'autre part pour détourner les individus et particulièrement les jeunes des problématiques sociales.

Les partis écologistes tels que EELV ne sont que des organisations écologistes de garde qui permettent en réalité de maintenir voire consolider la domination de la bourgeoisie. C'est d'ailleurs le propre de la social-démocratie, qui est une arme du système capitaliste-impérialiste pour canaliser une partie de la contestation, d'en détourner la cible pour la réduire à une agitation de surface. De tels partis ne sont pas des alliés politiques, pas plus que des alliés sociaux. Sur les questions sociales, ils s'avèrent même être des ennemis du peuple-travailleur, dans la mesure où de telles organisations participent à la gestion des affaires des capitalistes, défendent ouvertement l'Union Européenne – association des impérialistes pour organiser l'exploitation des peuples-travailleurs et l'accumulation de capital des monopoles – et prônent souvent une taxation des « consommateurs », c'est-à-dire des travailleurs et des travailleuses.

La social-démocratie peut se décliner sous d'autres formes politiques. Mais globalement, le discours qui l'irrigue, même « à gauche de la gauche », est celui de la réforme du système capitaliste. Ce dernier peut être rendu plus humain, il faut le réguler, avoir une politique bonne et raisonnée et partager les richesses. Le fond de cette pensée est le suivant : le capitalisme est indépassable, il est le stade ultime de l'humanité notamment après la défaite historique des alternatives dans le monde. Que l'on parle d'« écosocialisme » (Parti de la Gauche, France Insoumise – FI), d'« écocommunisme » (Parti Communiste Français – PCF), d'« écologie de rupture » (Génération-s) ou de « transition écologique » (FI), on ne remet fondamentalement pas en cause le capitalisme-impérialisme, l'exploitation capitaliste et la bourgeoisie en tant que classe sociale.

Non, le capitalisme ne peut pas être vert, ni plus humain ou plus social. Non, on ne peut pas partager les richesses, taxer les bourgeois et se débarrasser des énergies fossiles dans le système actuel. Tout cela est impossible tant que la classe bourgeoise est au pouvoir et existe en tant que classe sociale. C'est entrer en contradiction avec elle sans opter pour le renversement de son système économique et social meurtrier, et donc aller à la défaite. C'est mettre en place des réformes qui seront balayées par cette même bourgeoisie lorsque le rapport de force lui sera de nouveau favorable (pensons aux conquêtes so-

ciales du XXe siècle à ce propos).

Ce que nous propose la social-démocratie, sous ses différentes déclinaisons, n'est autre qu'une accommodation au capitalisme-impérialisme, qu'un moindre effort pour sauver sa place dans l'échiquier politique. Certaines de ces déclinaisons font le jeu de la bourgeoisie en prônant la taxation des travailleurs et des travailleuses (rhétorique du sacrifice, sous couvert de « civisme ») ou en défendant leur responsabilisation dans la crise environnementale. Et souvent, la social-démocratie recherche qu'un palliatif à la crise environnementale, sans entrer dans une analyse systémique et globale de la société, ne cantonnant les problèmes écologiques qu'à une question individuelle ou énergétique. Mais la crise environnementale est causée par la classe bourgeoise et son système économique et social meurtrier. Les émissions de gaz à effet de serre qui contribuent au réchauffement climatique et à une extinction massive de la vie sur terre sont causées par les monopoles, la surproduction, la logique du « tout-routier », l'agrochimie et l'agrobusiness, la production d'armes et les guerres. Il n'y a donc pas de solution de long terme dans un tel système, pour les travailleurs et les travailleuses, et plus généralement pour la vie sur terre.

Le capitalisme-impérialisme montre chaque jour ses limites, ses contradictions et son caractère meurtrier. La bourgeoisie et son système ont fait leur temps, ils menacent l'avenir des peuples-travailleurs et de leurs jeunessees. Il faut donc une rupture de classe, un renversement du capitalisme-impérialisme : une révolution socialiste. La construction d'une autre société sera le facteur déterminant pour permettre un avenir meilleur aux individus et assurer un environnement sain et viable à toutes et tous.

Il est donc nécessaire de débusquer les écologistes de garde, ceux qui s'accommodent d'un statu quo dans le fond et qui préfèrent des verbiages qui ne restent qu'un marchandage de la misère, qu'une énième illusion pour duper le peuple-travailleur.

b) Capitalisme vert et développement durable

Si la social-démocratie sous toutes ses déclinaisons politiques propose, en somme, de réformer le système capitaliste-impérialiste, la bourgeoisie gagne de plus en plus à opter pour un « capitalisme vert » – au moins dans les formes, sachant que le capitalisme est par essence anti-écologique. Pour cela, la communication bourgeoise insiste sur le « passage au vert », les « énergies vertes », les « mobilités douces », le « développement durable » et la « transition écologique ». L'écologie de garde se satisfait bien de cette novlangue qui tente de masquer, encore une fois, les problématiques sociales. Le traitement médiatique montre avec pertinence la force de cette communication avec, comme

il se doit, une dépolitisation extrême des questions environnementales. Force est de constater que dans le champ idéologique, l'hégémonie de la bourgeoisie est tangible sur cette question.

Qu'est-ce que le « capitalisme vert » ? La définition qu'en donne Hervé Kempf[13] nous semble ici pertinente :

« Le capitalisme vert, c'est la continuation d'un système qui dans son principe est destructeur de l'environnement et qui, dans sa dernière phase, s'est traduit par une expansion extraordinaire des inégalités. C'est seulement une construction et un habillage idéologique pour faire croire que l'on peut évoluer par rapport à l'environnement sans changer les déterminants fondamentaux de nos régulations sociales, de notre système économique et de la répartition des pouvoirs dans cette société. »[14]

Cette définition rejoint directement notre thèse sur le caractère fondamentalement anti-écologique du capitalisme. Les défenseurs du « capitalisme vert » peuvent prétendre que le système capitaliste peut être régulé et que la production peut être limitée dans le respect des ressources et de l'environnement, mais le réel prouve qu'il ne s'agit que d'odieuses affabulations pour duper les travailleurs et les travailleuses. Le capitalisme-impérialisme ne peut pas être écologique, car limiter la production et donc les profits c'est entrer en contradiction avec l'intérêt propre à ce système et à la classe bourgeoise qui en est son maître.

L'« habillage idéologique » est largement tangible dans l'espace politique et universitaire, il sert à légitimer le mode de production capitaliste. Il déracine et dépolitise la contestation, la réduit à une question individuelle (changement des mentalités, changement culturel et moral) et électorale. L'écologie de garde est la garante politique de cet « habillage idéologique » et représente un garde-fou de la bourgeoisie en cas de menace de son système avec une contestation croissante.

Le « capitalisme vert » apparaît ainsi comme une « réalité abstraite » : un choix idéologique de la bourgeoisie pour recomposer son système tout en maintenant sa domination de classe et ses affaires économiques, ses profits. C'est donc un déphasage assumé avec le réel, un mensonge d'enfant qui n'ose pas admettre sa bêtise. On est ici dans le contrôle du réel, dans son accaparement pour le changer par la phrase, le « capitalisme vert » est un sophisme qui

[13] Actuel rédacteur en chef de Reporterre.

[14] <http://www.regards.fr/politique/article/herve-kempf-et-pascal-canfin-le-capitalisme-vert-ca-n-existe-pas>

sert les intérêts d'une bourgeoisie meurtrière de l'environnement.

Parler de « transition écologique » n'est donc pas neutre. Il s'agit de focaliser sur les ressources et les modèles énergétiques, plutôt que sur le mode de production et d'échange capitaliste. C'est une diversion méthodique pour considérer les ressources et les énergies en soi, démarche anti-scientifique et contre-productive, et masquer les problèmes posés par le système capitaliste en terme d'exploitation de ces dernières et de production des marchandises. Car le système capitaliste-impérialiste menace l'environnement avec un mode de production dirigé pour le profit des bourgeois. Si les capitalistes trouvent demain que le charbon est plus rentable que le nucléaire, ils dépenseront un maximum d'efforts pour y revenir et ainsi sauvegarder leurs taux de profits, faisant fi des impacts environnementaux (loin de considérer que le nucléaire soit neutre en la matière).

Il est certes évident qu'une ressource considérée n'existe en tant que ressource puisqu'elle répond à un besoin social dans une période déterminée. C'est donc pour cela qu'elle peut être dépassée historiquement, puisqu'elle ne répond plus aux besoins sociaux, notamment sur le plan environnemental. Mais sous le régime capitaliste-impérialiste, rien ne dit que des ressources déterminées ont fait leur temps, puisque tous les modes d'exploitation n'ont pas été étudiés faute d'une science limitée par les lobbys et la loi capitaliste du profit. Les ressources et les énergies ne sont donc pas à considérer en soi, mais en fonction du système économique et social qui en détermine le mode d'exploitation. Un système économique et social déterminé par les besoins des individus réglera nécessairement mieux ces questions énergétiques qu'un système dirigé pour les profits d'une minorité bourgeoise.

Passer aux « énergies renouvelables » n'est donc qu'un moindre mal, un palliatif pour un système agonisant. C'est même une recomposition du capitalisme-impérialisme sur le plan énergétique et financier, ce secteur économique peut être une porte de sortie des énergies fossiles. Encore faut-il considérer que la production de panneaux solaires et l'installation d'éolienne n'aient pas d'impacts environnementaux.

Dans la même gamme de la « transition écologique », le « développement durable » est un des termes bourgeois récurrents que l'on retrouve dans la communication et massivement dans les programmes scolaires. Le terme est passe-partout, fourre-tout, utilisé à toutes les sauces mais certainement pas neutre. Il s'inscrit dans un contexte de montée des contestations écologistes des années 1970-1980 avec les emblématiques actions de Greenpeace (ONG fondée en 1971). Le « développement durable » connaît une évolution significative à la fin des années 1980, notamment avec le Rapport Brundtland qui en fixe les bases. Selon Sylvie Brunel, le « développement durable » vient officiellement remplacer celui de « développement », dans la mesure où ce dernier

n'avait plus d'utilité stratégique avec la chute de l'URSS et la fin de la guerre froide[15]. En effet, la bataille se jouait auparavant sur le niveau de « développement » de la société, le capitalisme se présentant toujours plus développé que le socialisme. Ainsi, avec la fin de la guerre froide, l'aide publique au développement (APD) chute drastiquement et les pays capitalistes mettent à leur soutien aux régimes autoritaires, barrières historiques à l'expansion du communisme dans le monde (particulièrement en Afrique, Asie, Amérique centrale et Amérique du Sud).

Le nouveau contexte historique est celui de la montée des « BRICS » (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Ces pays émergents reproduisent les modèles de développement et de croissance des vieux impérialismes occidentaux, avec notamment une industrialisation importante et un certain laxisme environnemental. Le « développement durable » est donc un terme qui permet aux vieux impérialismes de discréditer le développement économique des pays émergents, il s'agit d'une forme nouvelle de l'impérialisme colonial du XXe siècle pour se donner une belle image et une raison de limiter la concurrence sur la scène internationale. En effet, ce qui inquiète les vieux impérialismes, c'est l'émergence de nouveaux monopoles concurrents et qui viennent menacer leurs parts de marché, notamment les investissements chinois en Afrique ou ceux des Russes au Moyen-Orient. La question n'est donc pas d'adopter un nouveau tiers-mondisme, avec pour opposition binaire pays développés / pays en développement, mais d'accuser continuellement les monopoles qui sont les véritables pollueurs. Car si l'inégal développement est une des lois du système impérialiste mondial, il est aussi le moyen pour les monopoles d'investir dans des pays retardataires qui possèdent des ressources et de la main-d'œuvre bon marché, pour finalement engendrer une exploitation capitaliste de l'environnement (dégradation du « milieu naturel » et des conditions de vie des travailleurs). Cette loi de l'inégal développement ne peut que déboucher sur une concurrence acharnée entre les impérialismes. Si certains universitaires peuvent affirmer que « le développement durable ne se conçoit pas sans une coopération internationale forte »[16], la tendance du capitalisme-impérialisme à accroître le risque d'une guerre généralisée et à maintenir l'inégal développement dans le monde prouve que le « développement durable » ne fonctionne pas à ce niveau.

À d'autres échelons, le « développement durable » peut se révéler efficace pour réaliser l'accumulation du capital. En effet, la vision du développement durable propose une articulation de trois sphères distinctes (cf. ci-dessous) qui met ces dernières à égalité. Ce relativisme pose un problème dans

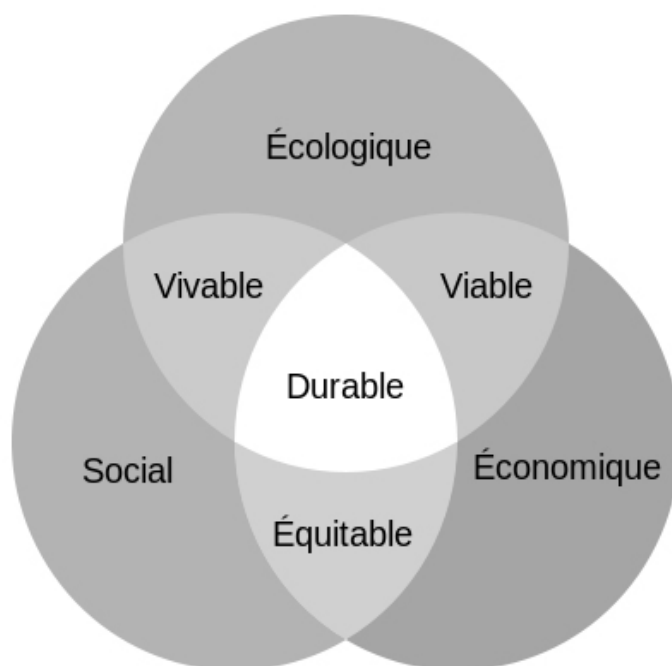
[15] Sylvie Brunel, *Le développement durable*, PUF, 2012, pages 14 à 18 en particulier.

[16] Sylvie Brunel, *ibid.*, page 35.

la mesure où, pour des raisons pratiques, la bourgeoisie peut porter atteinte à la sphère sociale en prétendant agir pour les sphères économique et environnementale. Véritable arnaque, cette modélisation tente de nous faire accepter des sacrifices au seul prétexte de maintenir un « développement durable ». Or la tendance bourgeoise à générer toujours plus de profits montre bien qu'une harmonie entre les trois sphères est impossible et relève du mythe. L'exemple des « écoquartiers » est parlante : au prétexte d'une transformation de la ville pour un meilleur respect de l'environnement, les aménagements opèrent une gentrification avec un reflux des populations défavorisées. Autre exemple : les taxes dites écologiques qui diminuent le pouvoir d'achat des travailleurs et des travailleuses, les bourgeois justifiant leur mise en place avec la rhétorique du « sacrifice ».

Dans l'écologie bourgeoise, l'harmonie entre les prétendus piliers du « développement durable » est une utopie. Le « développement durable » est une arme idéologique de la bourgeoisie pour justifier l'austérité et les sacrifices imposés au peuple-travailleur. Relativiste, ce modèle de développement de la société capitaliste ne remet aucunement en cause le système capitaliste. Si la critique peut exister sur certains aspects du capitalisme, c'est dans l'espoir de l'améliorer, de le réformer mais pas de contester son existence et proposer un autre modèle de développement. Le « développement durable » s'inscrit plus largement dans un contexte de recomposition du capitalisme-impérialisme.

Ci-dessous : le modèle schématique du « développement durable », présent dans les manuels scolaires du collège au lycée.



c) Greenbusiness et catastrophisme : une recomposition du capitalisme-impérialisme

Si le capitalisme-impérialisme réussit sur la question environnementale, c'est bien dans son appropriation et sa recomposition socio-culturelle à ce niveau. Nous avons dit précédemment qu'il se recompose à l'aune des nouvelles demandes sociales en matière d'environnement, afin de se donner une belle image (*greenwashing*) – le marketing des monopoles suffit pour constater cela – et pour enrayer la contestation écologiste.

Ce qui est clair, c'est le fait que les bourgeois s'enrichissent sur cette question environnementale pourtant urgente. Les productions culturelles (séries, films, livres, etc.) et autres biens de consommation (t-shirts, etc.) montrent bien qu'il s'agit d'un sujet « tendance » pour générer des profits. Au-delà de cet aspect financier non négligeable, c'est un véritable terrorisme culturel qui se met en place et qui brouille les idées : irréversibilité et fin indéniable de l'humanité peu importe les actions, catastrophisme apocalyptique, faute de l'« Homme » et moralisme bourgeois, changement transitoire par les actions quotidiennes, etc. Ces thématiques ne sont pas sans rappeler les marchandises produites en contexte de guerre froide, au moment où l'on présageait la fin du monde venue d'un Est communiste, froid et nucléaire. Même chose, avec moins de sérieux toutefois, avec le passage à l'an 2000 ou la fin de l'an 2012, etc., bref que des verbiages pour vendre des marchandises et des rêves et pour instiller la peur en donnant une visibilité aux Savonarole de tout temps.

Or ce qui pose problème, c'est lorsque ces médiocrités influencent la sphère politique, avec des millions de jeunes qui croient à une fin brutale du monde, à l'impossibilité d'un changement hors du système et sans l'action des bienfaiteurs gouvernants (qui détruisent bien sûr l'environnement en toute impunité), à la possibilité de changer les choses en faisant du « tri sélectif » (pléonasme) ou en militant pour l'interdiction des pailles en plastique. Oui, il existe une urgence environnementale et le capitalisme-impérialisme détruit notre monde, nos vies et notre avenir. Oui, les jeunes ont raison de revendiquer un monde meilleur. Mais ne soyons pas dupes : le capitalisme-impérialisme n'a rien à proposer de positif, tous domaines confondus. Ainsi, lorsqu'une production culturelle d'un monopole émet l'idée d'une fin du monde brutale, c'est d'une part pour générer des profits sur le dos d'honnêtes jeunes sensibilisés aux problèmes environnementaux, d'autre part pour générer la peur et l'immobilisme face à un problème qui semble plus grand que nous, tout en les détournant des problèmes sociaux systémiques. En définitive, réduire la capacité d'action révolutionnaire tout en laissant entendre que seuls les bourgeois ont l'expertise en matière environnementale et politique.

Que des prédications qui sèment la peur et l'affolement, comme l'on en retrouve chez Greta Thunberg avec le fameux « je veux que vous pani-

quiez »[17] ou chez des millénaristes suicidaires néo-ruraux reclus de la société, fassent surface et ont un impact médiatique, elles ne servent en définitive que la classe bourgeoise, dans la mesure où la peur est irraisonnée et anti-scientifique, qu'elle paralyse toute capacité d'analyse objective du cours des choses. Les méthodes religieuses n'ont rien à apporter sinon le risque d'aboutir à une sorte de spiritualisme naturaliste, qui accroît l'embrouillamini environnemental dans lequel nous sommes actuellement et qui porte le message d'une « nature qui se venge de l'Homme ».

La réflexion sur le problème environnemental ne peut pas reposer sur un cadre de pensée imposé par l'idéologie bourgeoise, car c'est déjà entrer dans le jeu de la classe bourgeoise en adoptant des représentations culturelles erronées. La question d'une fin du monde brutale est un enfumage qui mène à la peur et à l'immobilisme politique. C'est par ce biais même que la dépolitisation des jeunes s'opère, appelant à une transcendance des clivages politiques et des divisions de classe (« nous sommes toutes et tous concernés »), donc à un dépassement idéaliste de la question du pouvoir politique. Or l'air ne deviendra pas irrespirable du jour au lendemain et la montée des eaux n'engloutira pas des villes entières. Il y aura des paliers, certes difficiles et aux conséquences désastreuses (comme la disparition d'espèces vivantes, des guerres pour les ressources, des déplacements massifs de populations, etc.), qui pousseront l'humanité à s'adapter. Dans le même temps, on peut s'attendre à une nouvelle adaptation du capitalisme avec par exemple des mesures d'austérité pour « sauver l'environnement » ou encore de nouvelles marchandises palliatives. Et ceci, toujours avec des inégalités d'accès et une hiérarchisation de classe propre au système capitaliste. Il n'y aura donc pas de fin du monde, mais une aggravation des conditions de vie des peuples-travailleurs et de leurs jeunessees. Les bourgeois auront toujours les moyens pour vivre mieux que nous, alors qu'ils sont les véritables responsables de la crise écologique.

d) Moralisme bourgeois et individualisme

L'idéologie dominante – celle de la classe bourgeoise – répand partout sa hiérarchisation sociale suivant le lien que peuvent avoir les individus avec l'écologie. Puisqu'il s'agit de masquer le mode de production capitaliste fondamentalement anti-écologique, il s'agit pour la société bourgeoise de ne rester

[17] Ce qui est problématique avec le cas Greta Thunberg, c'est son instrumentalisation. Sa montée en puissance médiatique a permis à la start-up « We don't have time » de s'enrichir, tandis qu'on retrouve parmi les actionnaires des membres des familles Persson et Rentzhog, qui sont des familles d'investisseurs, spécialistes de la finance et qui n'ont aucun lien avec l'écologie.

que dans la sphère de la circulation de la marchandise. Dans l'idéologie dominante, c'est la consommation et non la production de la marchandise qui pose un problème pour l'environnement. Ainsi, s'impose partout une diversification des marchandises plus vertes les unes que les autres, avec notamment des labels « bio » et un marketing type « greenwashing ». Pensons par exemple aux publicités EDF qui proposent un passage aux énergies vertes, dans le même temps qu'une prolongation jusqu'à 50 ans de vie des plus anciennes centrales nucléaires est à l'ordre du jour pour les autorités françaises. Cette idéologie bourgeoise dominante n'est autre qu'une expression socio-culturelle du « capitalisme vert ». Elle permet ainsi de diviser les individus sur la question environnementale : être « vert » ou un salaud.

Mais comment être « vert » quand on est précaire ? Comment consommer « bio » quand on est au chômage ou mère isolée avec trois enfants à sa charge ? À cela, les petits-bourgeois nous répondent qu'un produit « bio » ne représente que quelques centimes supplémentaires par rapport à un produit basique, que chaque produit « bio » acheté est un pas de fait vers la « transition écologique ». Qu'il est facile de changer ses habitudes de consommation quand on a les moyens financiers et sociaux : quoiqu'il en soit, un produit « bio » coûtera toujours plus cher quand il est multiplié, et il faudra toujours chercher ses fruits et légumes dans des AMAP[18] à des horaires impossibles pour un ou une précaire qui cumule plusieurs emplois ! Ces éléments de l'écologie bourgeoise et de l'idéologie petite-bourgeoise sont fondamentalement inégalitaires et discriminantes en terme de classes sociales. Faut-il aussi rappeler les conditions de production des produits « bio » qui ne sont pas plus saine pour l'environnement (production sous serres à des centaines de kilomètres) et qui n'abolissent pas l'exploitation capitaliste et les mauvaises conditions de travail.

En somme, le changement de consommation ne peut pas être une question politique si l'on veut changer radicalement la société et tenter de résoudre la crise environnementale. Miser sur la question de la consommation, c'est se risquer à tomber dans un moralisme petit-bourgeois et à changer pour ne rien changer. Ce qui doit nous préoccuper, c'est la sphère de la production de la marchandise, ceci pour plusieurs choses. La première, c'est qu'une marchandise est produite selon un processus de production déterminé, avec un usage particulier de techniques et de ressources. C'est l'élément basique qui permet de voir que la production capitaliste est polluante et que les conditions de production de marchandises dans le monde peuvent souvent dégrader l'environnement à un haut point. Deuxièmement, on peut comprendre qu'il ne s'agit pas d'un problème individuel de consommateur, à l'aune d'un système qui produit

[18] Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne, base de l'économie en circuit court.

toujours plus et qui inonde les marchés de marchandises même si la demande est plus faible que l'offre : un mode de production anarchique, qui ne planifie rien selon les besoins réels des individus, mais qui produit pour générer des profits, même si l'environnement en est détruit. À cela s'ajoute le fait que la sphère de production détermine la valeur d'échange d'une marchandise. C'est le temps de travail abstrait qui détermine la valeur d'un objet puis ses conditions de vente, y compris le prix. Le mode de consommation est ainsi calqué sur le salaire, qui lui-même est fixé relativement au capital : c'est donc un mode privé fondé sur une relation de sujétion au capital, procédant à une atomisation « naturelle » (de fait) de la consommation. Parier sur un changement de la société et sur le règlement des enjeux environnementaux par le fait de changer le mode de consommation relève donc d'une imposture idéaliste. Troisièmement, la sphère de la production permet d'analyser les rapports de production et de les comprendre, pour donner une dimension sociale à la question environnementale. Sinon quoi on réduit l'action écologiste au « tri sélectif » et à la protection des fleurs. L'environnement ne peut se comprendre sans l'homme et sans l'analyse du régime économique en vigueur. Ainsi, les rapports de production nous révèlent qu'ils sont fondés sur le salariat, l'exploitation capitaliste de l'homme par l'homme, et que la classe sociale qui dirige ce système est la bourgeoisie. Si ce système capitaliste détruit l'environnement, c'est bien à la classe bourgeoise que revient la responsabilité de la crise environnementale, pas à un Homme abstrait transcendant la réalité sociale.

Que des idéalistes petits-bourgeois croient encore à une amélioration endogène du système capitaliste, par un changement de mode de consommation qui débouchera sur un changement de mode de production, relève d'une absurdité. C'est se conformer aux lois du capitalisme-impérialisme, ne pas le remettre en question en tant que système. C'est placer des espoirs dans un système économique et social obsolète, meurtrier et en décomposition. C'est quelque part cette culture de la défaite qui irrigue la société, dans un contexte de rapport de force défavorable où toute perspective politique *paraît* impossible. C'est, enfin, la politique du moindre mal, du « mieux vaut ça que rien » pour justifier une posture défaitiste qui ne propose rien de concret dans la sphère sociale. Car s'en remettre aux actions individuelles dans l'espoir de changer le cours des choses relève d'une posture petite-bourgeoise, incapable de proposer une alternative politique et sociale concrète.

3. ÉCOLOGIE RÉACTIONNAIRE

L'écologie réactionnaire fait partie des courants « tendances » de l'écologie. Ce penchant pour la « nature » et pour la « décroissance » est très actuel. Ce n'est pas un propre de notre siècle, ces discours apparaissent avec l'industrialisation des sociétés, c'est une sorte de réaction spontanée et une opposition romantique à un « Homme » qui détruit la « nature ». C'est toute l'opposition nature/culture que l'on retrouve en philosophie, dans les arts et dans la littérature, dont l'exemple typique est Henry David Thoreau et son œuvre majeure « *Walden ou la Vie dans les bois* » (1854). Cet auteur américain fit partie du mouvement transcendantaliste, qui émet l'idée d'une bonté essentielle des hommes et accorde une valeur fondamentale à la nature. Les transcendantalistes transposent l'humanisme à l'environnement, en lien avec une vision religieuse d'un péché originel où l'Homme serait de trop et dégraderait perpétuellement la nature.

Ces idées irriguent une large partie de l'écologie réactionnaire du XXI^e siècle, avec l'idée répandue de la nécessité de ralentir sinon de rétrograder – au sens de revenir en arrière. La valeur intrinsèque accordée à la « nature » est toujours actuelle, avec notamment le questionnement sur le droit à donner aux arbres et aux animaux, et n'est pas sans conséquences politiques.

Mais la « nature » existe-t-elle ? Le concept de Nature pose d'emblée une vision abstraite et statique du « milieu naturel ». Il sous-tend une opposition entre Nature et Culture, c'est-à-dire d'une nature hors de la société, les deux existant indépendamment l'une de l'autre. Cela présuppose qu'une « nature » pure existait avant l'homme et son action industrielle néfaste. Le concept de Nature fait donc appel à un référentiel passé et idéalisé, parler de « nature » en écologie c'est donc se ranger dans ce concept.

Or tout est en constant et perpétuel mouvement. Telle est la loi de la matière et ceci même sans l'existence de l'homme. La matière existait avant l'homme et existera sans lui. Elle bouge et connaît des évolutions, des bouleversements et des mutations. L'histoire des sociétés humaines est celle d'une appropriation croissante de la « nature », et le monde au XXI^e siècle nous montre chaque jour que l'homme se l'est appropriée et qu'elle n'existe pas. Chaque action, chaque aménagement, chaque décision politique a un impact sur cette « nature », de manière directe ou indirecte. L'homme est donc en permanence en relation dialectique avec son « milieu » et ce dernier n'a plus rien de naturel, les forêts et les champs portent la marque de l'action humaine. On parle d'anthropisation et d'environnement et le concept de Nature est donc erroné,

la « nature » n'est qu'une représentation de l'ordre du tourisme (tourisme de nature, tourisme vert, tourisme rural, parcs naturels) et d'un méta-spiritualisme nostalgique.

La division Nature/Culture n'a donc aucun sens philosophique[19] – en terme de rapport au monde, de conception du monde. Il n'y a de division que dans une tentative de catégorisation, issue d'une représentation erronée et en déphasage avec le réel. À Friedrich Engels de nous rappeler la conception matérialiste dialectique de la « nature », nous permettant alors de parler d'environnement[20] :

« Et ainsi les faits nous rappellent à chaque pas que nous régnons nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger, comme quelqu'un qui serait en dehors de la nature, mais que nous lui appartenons avec notre chair, notre sang, notre cerveau, que nous sommes dans son sein »[21].

Ainsi, la séparation de l'homme et de la « nature » n'est pas sans conséquences dans le champ de l'action politique. Séparer les deux, c'est défendre l'idée que la question environnementale n'est pas une question sociale. Mais la dégradation de l'environnement ne touche-t-elle pas les travailleurs et les travailleuses, dans toute la dimension inégalitaire et différenciée que pose le capitalisme-impérialisme ? Les populations pauvres ne sont-elles pas les premières victimes de la montée des eaux, de la dégradation de la qualité de l'air, de la croissance du nombre de cancers, etc. ? La crise environnementale n'est-elle pas le fruit d'un régime économique et social déterminé selon la loi capitaliste des profits, celle d'une minorité sociale bourgeoise ? La production de marchandises n'est-elle pas orientée par cette même loi, au grand dam des besoins des populations, provoquant sous-nutrition et gaspillage ?

La dimension sociale est donc indéniable, elle ne peut pas être évacuée de la question environnementale. Et elle ne se réduit pas à « partager les richesses » ou permettre de consommer « bio » aux populations défavorisées, mais elle pose bien les bases d'une analyse de classe, pour le dépassement du capitalisme-impérialisme.

Que les Henry David Thoreau du XXI^e siècle, tels que Pierre Rabhi (lui

[19] Cette division est propre à la civilisation occidentale. Elle peut être mise en corrélation avec la colonisation et le mythe de la « sauvagerie », qui désigne ce qui est extérieur à la civilisation. « Naturel » peut se traduire en anglais par « *native* », employé pour désigner les habitants natifs des pays colonisés, sous-tendant une vision raciste de ces derniers vivant dans des conditions « plus proches de la nature » et dont il faudrait les amener à la civilisation par la colonisation.

[20] Cf. définition en introduction.

[21] Friedrich Engels, *Dialectique de la nature* (1883), Éditions sociales, 1952, Paris.

aussi poète et philosophe, c'est dire!), nous fassent des prédications pour un « retour à la terre », pour retrouver une proximité avec la « nature », n'est qu'un tour de passe-passe idéaliste teinté de spiritualisme naturaliste. L'invocation à la « nature » est bien souvent le reflet d'un anti-modernisme viscéral, avec pour perspective sociale rétrograde, ne proposant aucunement un dépassement progressiste et révolutionnaire du capitalisme mais un recul, une fuite en arrière vers un passé idéalisé. D'ailleurs, les liens qu'entretiennent Pierre Rabhi et son fils Gabriel avec la « fachosphère » ne sont pas là par hasard, pur confusionnisme politique[22] où le « retour à la terre » se révèle être un point de convergence idéologique réactionnaire, à la résonance historique lourde de sens. En effet, le « retour à la terre » a été formulé sous le régime de Vichy, dans un contexte de réaffirmation des valeurs patriotiques dans un sens nationaliste, où la terre est un élément structurant de la société que les fascistes veulent modeler en France. Avec la terre, on retrouve le travail et la famille, où le père joue un rôle pivot, rejetant ainsi la femme au statut de subordonnée. Chez Pierre Rabhi, la vision de la famille est réactionnaire et archaïque, notamment sur la question de la femme et de l'enfant. L'exemple le plus frappant du caractère anti-moderniste de ce personnage est celui du refus catégorique de la PMA (Procréation Médicalement Assistée), processus qui permet d'éliminer les maladies génétiques et héréditaires. Pour Rabhi, il faut laisser faire la « nature », avec tous les risques que cela représente, et cette vision ne semble pas trouver de limite à partir du moment où la modernité est jugée cause de tous les malheurs terrestres (vaccins, télécommunications, etc.). Enfin, les liens entre l'agro-écologie, défendue par son Mouvement Colibris et des personnalités comme Cyril Dion (réalisateur du film *Demain*), avec les principes agricoles de l'anthroposophie sont à souligner, notamment la vision d'une agriculture bio-dynamique et d'une défense du « laissez faire la nature »[23].

Ces mouvements de l'écologie profonde remettent en cause la place de l'homme dans l'environnement, or ce dernier n'a pas de sens sans l'homme. Faire cela c'est soit admettre par relativisme que l'homme et la « nature » se valent, or le premier montre par l'histoire qu'il est capable de s'approprier (comprendre et transformer) la matière, soit prétendre que la « nature » est supérieure à l'homme, et donc suivre les postures postmodernistes qui prônent

[22] Sur les liens avec les complotistes et l'extrême-droite : <https://rebellyon.info/Le-clan-Rabhi-a-l-avant-garde-de-la-confusion>

Confusionnisme politique : alliance opportuniste entre différents éléments politiques, présumés adversaires ou ennemis, sur des thématiques communes, de manière réfléchie ou inconsciente.

[23] https://www.francetvinfo.fr/sante/soigner/vaccination-des-mouvements-religieux-a-l-origine-de-la-mefiance-anti-vaccins_2735145.html : l'article met aussi en perspective la dimension anti-vaccin et anti-moderniste de l'anthroposophie.

un « droit de la nature »[24]. Ces postures ne sont pas sans rappeler le droit des animaux défendu par les « animalistes » (« anti-spécistes »), dont la plupart semblent s'accommoder du système capitaliste-impérialiste si ce dernier arrête l'exploitation et la maltraitance des bêtes. Adieu l'exploitation capitaliste de l'homme par l'homme, tant que nos bêtes vivent convenablement !

Ces tendances anti-modernistes sont un fléau rétrograde et contre-productif pour le mouvement écologiste en général. La méthode scientifique montre que les régimes économiques et sociaux dans l'histoire ne sont pas éternels, qu'ils peuvent être dépassés. Aujourd'hui, le capitalisme montre ses limites dans tous les domaines et révèle chaque jour son caractère meurtrier et anti-écologique. Il n'est pas le stade ultime de l'évolution des sociétés humaines. La solution n'est donc pas une fuite en arrière, une rétrogradation animée par des représentations erronées d'une « nature » pure et idéalisée, mais bien une marche en avant, un processus révolutionnaire qui permettra de poser les bases d'une société nouvelle.

[24] En 1972, Christopher Stone publia « *Should trees have standing ?* » (« Les arbres doivent-ils pouvoir plaider ? »), défendant l'idée de donner des droits à des éléments de l'environnement, ces derniers peuvent alors être défendus en justice et des réparations écologiques peuvent être imposées suite à des dégradations.

4. RADICALITÉS ÉCOLOGISTES

Si le « retour à la nature » est bien répandu et assumé par les courants réactionnaires, ces méthodes relèvent aussi de l'utopie écologiste radicale. Se retirer de la société pour « vivre en harmonie avec la nature », n'est-ce pas une formidable et séduisante idée qui mettrait fin à la crise environnementale que nous vivons ? Au-delà du fait qu'il s'agit d'une idée construite par des représentations d'urbains, ces méthodes posent des problèmes politiques de l'ordre stratégique qu'il ne faut pas minimiser. Le combat contre le capitalisme-impérialisme est impitoyable, il n'est donc pas question de faire de concessions à ce qui affaiblirait le camp des travailleurs et des travailleuses, au nom de la « beauté du geste » ou d'un idéal-type.

Ces « radicalités écologistes » relèvent souvent de l'idéalisme politique propre à l'anarchisme. Ce sont des mouvements qui ne sont pas matures politiquement, qui s'en remettent à la spontanéité dans la perspective d'une résolution immédiate des problèmes sociaux. L'abolition de l'État et de la société de classes, l'autogestion, l'éco-anarchisme, l'autonomie, l'anti-autoritarisme, la décroissance, la « société conviviale »[25] sont des mots d'ordre que l'on retrouve dans cette nébuleuse écologiste radicale imprégnée des idées anarchistes.

L'anarchisme est le vieil enfant du mouvement ouvrier. Les débats entre les socialistes utopiques (Proudhon, Owen, Fourier) et socialistes scientifiques (Marx, Engels), trouvent leur écho durant tout le XXe siècle et aujourd'hui encore. L'idéalisme politique consiste à croire que l'État – concept pris dans son sens large, sans en donner un contenu de classe (l'État socialiste-communiste et l'État bourgeois se valent) – peut être aboli sans période historique transitoire. Mais comment éduquer une société à la planification de la production et de la consommation si les habitudes et la culture capitaliste marchande subsiste chez les individus ? Comment faire comprendre aux individus cette nécessité planificatrice qui répondra à la crise environnementale ? Pour les anarchistes, tout semble présager que la lutte des classes s'arrête au moment de la révolution et de l'abolition de l'État, que le capitalisme peut être aboli du jour au lendemain.

Au contraire, les communistes affirment qu'une nouvelle période

[25] <https://www.alternativelibertaire.org/?Dico-anti-technocratique-La,4354>

s'ouvre avec la révolution : celle de la lutte impitoyable entre la classe ouvrière au pouvoir et la classe bourgeoise qui cherche à reprendre son pouvoir politique, économique et social, son pouvoir de classe. Cette période historique transitoire nous la nommons « dictature du prolétariat », en substitution à la « dictature de la bourgeoisie ». C'est une période où s'affirme la démocratie pour le peuple-travailleur, où la participation à la planification de la production et à la vie politique s'accroît et où l'État socialiste se construit, se pare contre toutes les attaques réactionnaires de la classe bourgeoise. Cette période n'est pas le fruit de réformes du capitalisme-impérialisme, mais de son renversement, d'où l'accroissement et l'intensification des contradictions de classes. C'est donc une période où une lutte du nouveau et de l'ancien anime l'ensemble d'une société qui se réorganise et qui se développe, libérée de l'entrave qu'est la loi des profits, où l'État socialiste convainc dans la pratique des millions de travailleurs et de travailleuses sur la nécessité d'une telle société.

Ainsi, il ne s'agit pas d'attendre un « grand soir » et/ou de se retirer dans un espace contestataire quelconque pour chercher à construire une alternative en dehors du capitalisme. Il s'agit de construire un rapport de force révolutionnaire, avec les travailleurs et les travailleuses au quotidien pour les convaincre de la nécessité de dépasser le capitalisme en faveur du socialisme-communisme. C'est ce dernier système qui assurera à tous les échelons la construction d'une société soucieuse de l'environnement et qui satisfera les besoins des individus. Construire une alternative sans abattre le système capitaliste-impérialiste, c'est en dernière instance se soumettre à la puissance de la bourgeoisie : c'est elle qui décidera de mettre fin à une telle alternative, si cette dernière n'est plus bon enfant, le rapport de force étant actuellement favorable aux bourgeois. L'expérience des ZAD (Zones À Défendre) permet de voir les capacités d'action de la bourgeoisie en matière policière et médiatique, mettant en perspective toute la limite de ce mode d'action[26].

On nous rétorquera que « c'est mieux que rien », que ces modes d'action permettent de « rassembler des gens », de reconstruire des « liens » et

[26] Nous pouvons de même observer, par l'intermédiaire des ZAD et autres tentatives idéalistes en dehors de la « société industrielle » toute une vision archaïque de la société à construire, dans le sens où un repli dans de petites communautés autogérées est un recul en terme de forces productives. La mise en réseau des sociétés industrielles a permis la production en masse de certains biens nécessaires pour la reproduction de la force de travail. De telles communautés ne peuvent pas, par exemple, auto-produire des vaccins et des antibiotiques, qui ont besoin d'une production de masse afin d'être produits de façon économique et efficace. Nous voyons donc qu'un tel paradigme de repli de la société industrielle, est un produit idéal et utopique de cette dernière, qu'il ne peut pas exister sans la société industrielle.

de « donner espoir ». Jusqu'à quand pourrons-nous nous permettre de tels enfantillages, qui ne menacent guère le pouvoir de la classe bourgeoise et abandonnent la tâche de conscientiser et rallier l'ensemble des individus, qui subissent le système capitaliste au quotidien et qui ne peuvent se permettre de se retirer de la société pour de telles utopies ? Au-delà du paradigme relativiste qui considère que tous les modes d'action se valent, il est grand temps de se défaire de cette impatience spontanéiste.

5. SOCIALISME, PLANIFICATION, ÉCOLOGIE

Il est courant d'entendre que les marxistes se sont peu attachés à la question environnementale. Ces derniers auraient prôné un « productivisme » et un développement des forces productives (force de travail, instruments de production, modes d'organisation du travail, matières premières) qui dégraderaient alors l'environnement, tout cela au nom de la révolution socialiste et du communisme à atteindre. Il est clair qu'il règne une certaine méconnaissance à l'égard du rapport entre marxisme et environnement, dans la mesure où cette relation est posée dès les premiers théoriciens Karl Marx et Friedrich Engels, puis enrichie par les premières expériences socialistes de l'histoire.

Si le marxisme montre une chose, c'est que l'histoire n'est pas linéaire et qu'elle est muée par les conflits de classes. Aussi, le développement des sociétés nous montre qu'il est possible de résoudre les problèmes qui se posent aujourd'hui en matière environnementale. Le matérialisme dialectique se révèle être une arme théorique qui nous permet de nous approprier le monde pour le transformer.

La contradiction progrès / décroissance posée par les écologistes de garde et les écologistes utopiques, au prétexte que les ressources sont limitées et que le progrès est synonyme de « productivisme » et donc de « dégradation de la nature » n'est que le reflet d'une culture de la défaite bien installée dans nos pays occidentaux. Cette dualité exposée comme indépassable, fait écho à l'opposition nature/culture où l'« Homme » aurait détruit un jardin d'Éden suite à l'industrialisation. Cette contradiction débouche sur la volonté d'un repli sur soi ou en communautés « hors de la société » – certains préparent déjà « l'après-catastrophe », à la manière d'affabulateurs millénaristes – et sur la volonté de limiter ou régresser en terme de niveau de vie. Tout ceci au profit de la bourgeoisie, qui se renforce dans un rapport de force où ses ennemis se divisent.

« C'est une situation inouïe, qui traduit d'ailleurs ce que nous vivons ou subissons tous : depuis de nombreuses générations dans la classe ouvrière, on vivait avec l'espoir que les enfants vivent mieux que les parents. Aujourd'hui tout s'inverse et on voit nettement la dégradation des conditions de vie des enfants par

rapport à celles de leurs parents au même âge. La décroissance est alors l'incorporation dans le discours militant de cet échec relatif des luttes de classes passées face à un capitalisme pourtant de plus en plus agonisant et belliqueux. N'avons-nous pas mieux à proposer que l'horizon funeste vers lequel la bourgeoisie veut nous entraîner avec elle ? »[27]

Cette citation nous permet ici d'insister sur l'avenir que nous proposent le capitalisme-impérialisme et de nombreux écologistes inconséquents qui le défendent objectivement. En effet, le capitalisme-impérialisme n'a rien à offrir d'autre aux générations futures que l'exploitation capitaliste, la guerre, une mauvaise santé, la pollution, des coupes budgétaires dans tous les domaines, etc. Le capitalisme-impérialisme est agonisant, c'est une menace meurtrière pour le monde entier. Ainsi la décroissance ne résout pas cette question car elle ne propose pas le dépassement dialectique du capitalisme-impérialisme, mais bien une régression. Elle émet l'idée de sacrifices collectifs dans l'espoir de sauver l'environnement de la catastrophe à venir, sans se soucier des problématiques sociales voire même en les minimisant ouvertement.

Ainsi, la contradiction progrès / décroissance est une absurdité pour des matérialistes sérieux. L'histoire montre que les sociétés humaines peuvent trouver des solutions révolutionnaires et de nouveaux paradigmes qui permettent le développement de l'humanité et de repousser des limites qui semblaient alors indépassables[28]. Le mythe de la « vie à crédit », avec une date chaque année qui avance, n'est qu'une entourloupe pour nous faire assimiler l'idée que le capitalisme est indépassable en tant que système économique et social. Or comme nous l'avons exposé précédemment, les problèmes des ressources et de la manière de produire dépendent de l'*organisation sociale* de la société : quelle classe dirige la production, quelle logique de production des marchandises est en vigueur ?

Le communisme expose clairement et scientifiquement les limites du capitalisme-impérialisme et propose son abolition pour aller vers une société sans classes sociales, contradiction fondamentale qui freine le développement et le progrès de l'humanité entière. Le communisme n'est pas « productiviste » par essence, car ce terme implique « produire pour produire », la production étant guidée par la loi des profits : le communisme assure une production de marchandises et de services à hauteur des besoins des individus. D'autre part,

[27] Guillaume Suing, *L'écologie réelle, une histoire soviétique et cubaine*, Éditions Delga, 2018, page 177.

[28] <https://revue-progressistes.org/2019/07/28/et-si-on-depassait-le-jour-du-depassement-par-amar-bellal/>

n'étant pas limitée par la loi du profit, la société communiste connaît un progrès social et technique qui permet de mettre en place une écologie effective à tous les échelons. Par conséquent, l'enjeu n'est pas celui du « productivisme » opposé à l'écologie, car le « productivisme » n'a de sens que pour les militants de la décroissance et s'oppose au progrès social et technique. L'enjeu est de trouver les limites qui s'imposent à l'humanité dans l'ensemble des domaines de la vie, pour les dépasser et *aller de l'avant*. Ce n'est donc pas la nostalgie d'une « nature » idéalisée et la peur du futur qui doivent motiver et guider notre action pour changer le monde.

Les pays socialistes nous montrent qu'il est possible de développer la société tout en garantissant un environnement viable. La terre, par exemple, est perçue comme étant une ressource et un bien national. Ainsi, l'URSS a mis en place dès les années 1930 des « parcs naturels » protégés de toute activité et fréquentation humaine, et ces espaces sont encore actuellement parmi les plus riches au monde en terme d'écosystèmes. Autre exemple, à Cuba, l'agriculture intensive et les intrants sont interdits, puisqu'ils dégradent les sols et menacent ainsi la souveraineté alimentaire du pays. À l'agrobusiness se substitue une agroécologie qui garantit la pérennité des sols et un environnement viable sur le long terme. En effet, l'agroécologie désigne l'ensemble des techniques agricoles pour produire plus en faisant du « bio » ; c'est un type d'agriculture complexe puisqu'il demande aux agriculteurs d'être des agronomes (et donc aux commandes des moyens de production) et aux machines d'assurer une polyculture, tandis que l'agriculture intensive est plus simple mais détruit les sols et ne garantit pas une viabilité sur le long terme. Ces questions de types d'agriculture sont fondamentales pour construire une société écologiquement viable. Les écologistes qui ne parlent que de protection de l'environnement sans parler d'agriculture n'émettent que des verbiages, puisque cette question est fondamentale et au cœur de toute pensée sociale systémique. Comment protéger l'environnement si on ne remet pas en cause radicalement le système capitaliste-impérialiste, dont le mode de production dégrade les sols au nom de la consommation de masse et des profits ?

Les progrès écologiques dans les pays socialistes sont indéniables et sont directement reliés à la conception socialiste-communiste du monde où les besoins des individus sont au premier plan. Par ailleurs, force est de constater la supériorité du matérialisme dialectique dans les sciences du vivant, avec la montée en puissance de l'épigénétique[29].

Trop longtemps la « gauche » s'est permise d'associer le socialisme au

[29] À ce titre, consulter l'ouvrage de Guillaume Suing sur les débats entre génétique et « lysenkisme » durant la Guerre froide : *L'écologie réelle, une histoire soviétique et cubaine*, Éditions Delga, 2018.

« productivisme », rejetant de fait toute éventualité d'alternative au système capitaliste-impérialiste : tout alternative à ce dernier serait de l'ordre de la dictature et de l'utopie. Quand Yannick Jadot condamne Cuba car elle « enferme des démocrates », il faut comprendre qu'il place la « démocratie » capitaliste devant les progrès écologiques réalisés par les Cubains, de même qu'il ne comprend rien aux concepts de « démocratie » et de « dictature ». Car le socialisme-communisme est effectivement une « dictature » pour les bourgeois, elle nie leur liberté d'entreprendre, de faire des profits et de détruire l'environnement. En outre, le socialisme-communisme est une « démocratie » pour les travailleurs et les travailleuses, puisqu'il place ces derniers au cœur de la production des marchandises et des services, pour planifier en fonction des besoins de la société, pour leur donner la responsabilité et la compétence de diriger le développement de la société.

CONCLUSION

Il est grand temps de remettre la lutte des classes au cœur de la question environnementale. Non par opportunisme ou par dogmatisme, mais parce qu'il s'agit du réel et de la question fondamentale qui irrigue l'ensemble des domaines de la société. Rien n'est en dehors ni à égalité de la lutte des classes. Il s'agit d'analyser l'imbrication des faits sociaux – dont la crise environnementale fait partie – pour comprendre que la lutte des classes est une dynamique d'ensemble, un mouvement socio-historique des sociétés humaines sans exception.

Aujourd'hui, la concentration des richesses, l'anarchie de la production capitaliste, la surproduction, le gaspillage, l'inégal développement et la guerre sont les produits du système capitaliste-impérialiste et menacent l'environnement, c'est-à-dire notre avenir à toutes et tous. Que des bourgeois ou des écologistes de garde viennent nous faire la morale, en insistant sur la nécessité de limiter et de changer nos modes de vie, n'est qu'une vaste farce pour masquer les rapports sociaux capitalistes de production et nous faire accepter l'idée qu'il n'existe pas d'alternative possible. Il en va de même avec les affabulateurs réformistes et sociaux-démocrates qui préfèrent la défaite pour leurs seuls comptes électoraux, servant alors de roue de secours du capitalisme-impérialisme.

La seule alternative possible au système capitaliste-impérialiste, c'est le socialisme-communisme. Il n'existe pas de troisième voie. La propriété des moyens de production et d'échange ne peut être que privée ou collective, qu'aux bourgeois ou à la classe ouvrière. La production ne peut être dirigée que selon la loi des profits ou selon les besoins du peuple-travailleur et de sa jeunesse. À l'heure actuelle, toute tentative de chercher une troisième voie aboutit nécessairement au renforcement de l'idéologie bourgeoise et du système capitaliste-impérialiste.

Pour aller de l'avant vers ce type de système socialement et écologiquement viable, le peuple-travailleur et sa jeunesse doivent prendre le pouvoir politique. Cela ne passera nullement par les élections du système politique bourgeois, avec pour seul débouché l'accès à l'appareil d'État bourgeois, mais bien par une révolution, c'est-à-dire un bouleversement, un changement radical. On parle alors de « dictature du prolétariat » sur la bourgeoisie, un nouveau pouvoir de classe qui assurera le développement de la société socialiste-communiste.

La question de la lutte des classes est donc plus que jamais pertinente

dans le sens où ce sont les bourgeois qui détruisent l'environnement en toute impunité, puisqu'ils détiennent le pouvoir politique, économique et social, ainsi que l'hégémonie idéologique et culturelle à tous les échelons de la société. À ces parasites doit s'imposer la classe des travailleurs et des travailleuses, la classe ouvrière, qui sera en mesure de prendre en compte l'environnement dans le développement de la société, puisque cette dernière sera alors débarrassée de la loi capitaliste des profits.

Le capitalisme-impérialisme nous impose une course contre-la-montre sociale et environnementale. L'urgence n'est pas le seul « changement climatique » avec une régulation et une diminution du réchauffement global comme objectif collectif, mais bien la lutte pour la vie et l'avenir de millions de travailleurs et de travailleuses, de précaires et de jeunes qui verront leurs conditions de vie se dégrader. Ceci à cause de la loi du capitalisme-impérialisme à engendrer toujours plus de profits au détriment des individus et de leur environnement.

Si des théoriciens bourgeois affirment la « fin de l'histoire » avec un capitalisme comme régime économique et social indépassable, l'expérience montre le contraire et la lutte des classes est plus que jamais vivante. Le changement à venir ne dépendra que de notre capacité à saisir la nécessité historique de dépasser le capitalisme-impérialisme. Seule l'expérience des millions de travailleurs et de travailleuses sera en mesure de prouver cette nécessité, en faveur de la voie socialiste-communiste comme seule alternative concrète, mais aussi de la réaliser.

**LE CAPITALISME DÉTRUIT L'ENVIRONNEMENT,
DÉTRUISONS LE CAPITALISME**

**BATTONS-NOUS POUR NOTRE AVENIR,
PRÉPARONS LA CONTRE-OFFENSIVE**

QUI SOMMES-NOUS ?

L'**Union de la Jeunesse Communiste** (UJC) est une organisation politique pour la jeunesse, pour armer cette dernière dans son combat contre le capitalisme et pour le socialisme-communisme. L'UJC est liée au **Parti Communiste Révolutionnaire de France** (PCRF) par la ligne politique commune et par le projet de société auquel nous aspirons.

Dégradation des conditions de vie, précarité et chômage, recul des droits sociaux, coupes budgétaires dans les services publics et leur privatisation (santé, enseignement, transports), question environnementale urgente, menace de guerre généralisée : le constat est déplorable. C'est tout un système qui est en crise et qui ne parvient pas à répondre à nos besoins.

L'UJC propose de développer des luttes autour de 6 axes que sont le travail, l'éducation, la santé, le logement, le transport et le divertissement (loisirs, sport, culture). Nous pensons que s'il y a de l'argent pour soulager l'impôt des grands patrons et pour faire la guerre dans le monde, c'est que cet argent existe pour, par exemple, construire de nouveaux logements étudiants, développer des programmes culturels gratuits pour les quartiers populaires, etc.. Mais ce que nous gagnerons par la lutte mènera la bourgeoisie à se battre pour le récupérer, car celle-ci a pour intérêt d'accroître ses profits, intérêt fondamentalement contradictoire aux nôtres.

L'UJC fait donc le constat que le système capitaliste a fait son temps et qu'on ne pourra résoudre les problèmes qui affectent la jeunesse que par un changement de système économique et social par la voie révolutionnaire.

POUR TOUTE QUESTION ET / OU ADHÉSION :
UNION.JC@GMX.FR

SUIS-NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

**SUR FACEBOOK :
#UNIONJC**

**SUR INSTAGRAM ET TWITTER :
@UNION_JC**

**NOTRE SITE INTERNET :
WWW.UNIONJC.FR**

